

-4-

La grande somme de radoub appartient à la chambre de commerce. Des sommes importantes versées par les contribuables y ont été investies. Pour que cet ouvrage soit rentable, il faut y faire passer un certain nombre de navires tous les ans. La rentabilisation de l'installation est donc directement entre les mains de la direction des A.F.O.

Supposons que d'une part la direction des A.F.O. et de la C.N.P. ait calculé qu'étant propriétaires de l'installation, ils pourraient faire des économies considérables sur le prix de passage au bassin des navires en réparation. Supposons aussi que la chambre de commerce devant les charges que lui impose cette installation non rentable aujourd'hui ait décidé de s'en débarrasser...

L'opération devient alors la suivante:

Ne faire entrer au bassin qu'un minimum de pétroliers, faire ainsi la démonstration qu'il n'est pas rentable, au contraire qu'il coûte très cher à la collectivité, en un mot, faire baisser considérablement sa valeur, pour ensuite l'acheter au rabais. Ça expliquerait bien des choses, et peut-être notre supposition n'est elle pas tout à fait gratuite.

Et le sort des ouvriers dans cette affaire, direz-vous? Ça les patrons s'en moquent bien. Le capitalisme n'est pas une oeuvre de bienfaisance !!

ET MAINTENANT ?

Les travailleurs des A.F.O. sont aujourd'hui dans une situation très dangereuse; toute erreur peut être catastrophique. Chacun doit en prendre conscience et faire tout le nécessaire pour redresser la situation.

Dans une telle période, tous les bruits de chiottes, toutes les insinuations, toutes les calomnies peuvent trouver un large écho. Il faut les combattre; même si quelquefois ils ont un fond de vérité, l'essentiel n'est pas là.

C'est aussi dans de telles circonstances que les cartes syndicales sont déchirées ou que des camarades changent de syndicat, ou même sont prêts à accueillir favorablement la création d'organisations fantômes manipulées par le patron, "organisations" du type C.F.T.

Toute l'expérience du mouvement ouvrier démontre qu'à chaque fois que les travailleurs ont réagi de cette manière à l'échec d'une action, c'est la patron qui en a bénéficié.

La catastrophe aujourd'hui serait l'écroulement de la section syndicale. La direction de cette section a totalement fait faillite, d'accord ! Elle a eu une attitude gauchiste, d'accord ! Elle a mené les travailleurs des A.F.O. à l'aventure, d'accord ! Mais ceci dit, ça ne met pas du tout en cause la NECESSITE ABSOLUE, surtout dans une telle situation, DE L'EXISTENCE D'UN SYNDICAT PUISSANT. Le seul garant de la possibilité de faire face à l'offensive du patron avec succès, c'est qu'il trouve en face de lui des travailleurs solidement organisés et unis. ALORS ? Alors, chacun doit avoir une attitude hautement responsable.